

Communiqué de presse du jeudi 2 octobre 2008

APPEL AU RASSEMBLEMENT DES BRUXELLOIS
SAMEDI 4 OCTOBRE, 11 HEURES,
PLACE DE LA MONNAIE

« Créons un fait politique que personne ne pourra négliger : occupons l'espace de la rue, l'espace politique de la ville. »

LE SOIR a publié, ce vendredi 26 septembre, une *Carte blanche* dans laquelle l'ARAU lance un appel aux Bruxellois pour qu'ils manifestent, par leur présence dans l'espace public de la ville, leur volonté que la Région de Bruxelles-Capitale soit reconnue également aux autres régions du pays. Ce rassemblement se déroulera **tous les premiers samedis matins du mois dès le 4 octobre¹, à 11 heures, place de la Monnaie.**

Le but n'est pas de proposer un projet commun pour Bruxelles mais de revendiquer le droit des Bruxellois à décider eux-mêmes de leur avenir commun. Au-delà des divergences de vue, le mot d'ordre de cette manifestation sera unique : **BRUXELLOIS, NOUS SOMMES UN MILLION.** Autrement dit, pas question d'élaborer une réforme de l'État et de la ville-Région de Bruxelles sans nous.

Ce faisant, l'ARAU ne veut exercer aucun leadership et reconnaît la valeur des entreprises portées récemment ou depuis plus longtemps par d'autres personnes, associations et partis. L'objectif de cette action à laquelle l'ARAU invite tous les Bruxellois à participer est **d'inscrire la réalité incontournable du fait bruxellois dans la réalité physique de la ville,** de la manière la plus visible qui soit.

Vous trouverez, annexé au présent communiqué, le texte intégral de cet appel que vous pourrez répercuter ainsi que la liste de toutes les actions que l'ARAU a menées depuis 1973 pour que soit reconnu le fait régional bruxellois et pour que les Bruxellois disposent des mêmes droits et des mêmes devoirs que tous les citoyens des autres régions du Pays.

Nous comptons également sur votre présence place de La Monnaie, samedi matin 4 octobre à 11 heures.

Pour toute information complémentaire : 02 219 33 45 / http://www.arau.org/un_million.php

¹ Prochains rendez-vous : les samedis 1^{er} novembre et 6 décembre 2008.

Bruxellois, soyez présents, aujourd'hui, pour défendre votre ville et votre région

Bruxelles Ville-Région est au cœur de la réforme de l'État. Depuis des semaines, des mois, au sud comme au nord du pays se déploient des volontés de s'emparer de ce territoire, de cette réalité humaine, économique et politique sans tenir compte de la position des Bruxellois. Spéculant sur la passivité d'une population tolérante et ouverte, certains en concluent à l'absence de toute volonté de résistance et n'hésitent pas à affirmer que Bruxelles est une ville à prendre, quoi qu'il advienne.

Ils se trompent. Et le mépris qu'ils affichent à l'égard d'un million de Bruxellois qu'ils traitent en marionnettes est indigne et inacceptable. Les habitants de cette Ville-Région ne sont pas des citoyens de seconde zone et ils entendent le faire savoir.

La Ville-Région de Bruxelles existe, avec ses femmes et ses hommes, sa diversité culturelle et linguistique, ses institutions démocratiques. Bruxellois, nous existons et nous existons avec une identité qui n'est pas celle des autres composantes du pays. Bruxelles possède et développe quelque chose de différent. Ville fleur de liberté, ville refuge, ville du décollage, de l'arrachement, de l'émancipation. Ville espoir. Ville enviée qui n'a jamais eu le goût de la servitude ni le désir morbide de disparaître, de voir dilapider ce qui s'est construit : une identité de tolérance et de coopération, fondement des institutions régionales. Nous voulons défendre et promouvoir cette vocation : accueillir, librement, dignement, les autres ; être une ville ouverte au don qui rejette le repli et tout manque de solidarité.

Les Institutions de la Ville-région sont bâties dans cette perspective et nous voulons les renforcer dans la concertation mais en toute autonomie. Voilà le projet politique qui nous anime : **Une Ville-Région forte pour une démocratie forte !**

Nous existons dans les faits comme dans la réalité institutionnelle, nous n'avons pas à nous en justifier. Nous devons proclamer notre présence, affirmer notre réalité sans « nationalisme » ni « patriotisme » régional agressif. Nous voulons être là, actifs, dans tous les lieux et les milieux où l'on parle de nous, partout où notre avenir, celui des habitants et des institutions, pourrait se décider. Présents dans l'égalité, car nous sommes égaux. Minoritaires, nous n'en sommes pas moins appelés aux mêmes droits et convoqués aux mêmes responsabilités.

Dès lors : le 4 + 4 ou 6 + 6 ne nous conviennent pas. 1 + 1 + 1 : tels sont nos chiffres. Le dialogue de communauté à communauté, fût-il porté par les partis politiques, risque de conduire à notre perte. Les Bruxellois doivent être présents en tant que tels : en tant que Ville-Région au même titre que les autres Régions du pays. Ainsi seront garantis nos valeurs, nos projets d'accueil, notre volonté de liberté. Et, en retour, parce que nous ne serons pas méprisés, nous garantissons notre solidarité au sein d'un État juste.

À ceux qui espèrent nos divisions et spéculent sur nos silences, à ceux qui parient sur notre inexistence, qui cherchent à nous dévaluer pour mieux nous exploiter et nous mettre sous tutelle, nous clamons : **Nous, Bruxellois, nous existons !**

Résistons parce que nous existons

Révélons à ceux qui veulent profiter, non pas de notre faiblesse, mais de notre richesse que nous existons. Réaffirmons l'originalité de notre ville, de notre savoir-vivre, de notre culture urbaine. Manifestons notre urbanité. Refusons d'être écrasés parce que nous sommes ouverts, disponibles. À ceux qui croient pouvoir nier le fait bruxellois, opposons calmement, mais avec détermination, la réalité de notre existence. Protégeons la démocratie, protégeons notre ville. Résistons à cette nouvelle bruxellisation, qui s'attaque aujourd'hui à nos Institutions.

Soyons mille, puis dix mille, puis cent mille, dans la rue, vite, avant que le droit à la parole ne soit confisqué. **Créons un fait politique que personne ne pourra négliger : occupons l'espace de la rue, l'espace politique de la ville.**

Que les Bruxellois viennent et manifestent leur désir de vivre la ville dans l'égalité et la liberté, pour l'égalité et pour la liberté dans l'espace de la ville : les femmes, les hommes, les jeunes et les vieux, ceux d'ici et d'ailleurs, les travailleurs et les patrons, les syndicalistes, les fonctionnaires, les juges et les policiers, les intellectuels et les illettrés, les étudiants, les chômeurs, les isolés et les familles...

Que les rejoignent toutes les associations culturelles, sociales, environnementales, économiques qui depuis parfois longtemps travaillent à concevoir l'avenir de Bruxelles : la FGTB et la CSC de Bruxelles, BECI (Brussels Enterprises, Commerce and Industry), Inter-Environnement Bruxelles, le Brusselse Raad voor het Leefmilieu, le Réseau des Arts à Bruxelles, le Brussels Kunstenoverleg, et les initiateurs de la pétition « Nous existons ! Wij bestaan ! We exist ! » (Aula Magna, bruXsel forum et Manifesto). Que les rejoignent les partis démocratiques et les mandataires de tous niveaux.

Que chacun et tous saisissent l'occasion d'une parole politique nécessaire car notre but est la présence de la région dans les négociations et proclament d'une seule voix, par-delà les projets et les ambitions spécifiques : **nous sommes, nous existons, nous existerons.**

Rassemblons-nous physiquement tous les premiers samedis matins du mois à partir du 4 octobre, à 11.00 heures, place de la Monnaie, pour rappeler cette vérité simple : notre droit de traiter nous-mêmes, dans l'égalité, de notre avenir. Notre seul slogan sera : **NOUS EXISTONS, NOUS SOMMES UN MILLION.**

Marc **FRÈRE**, Président de l'ARAU et René **SCHOONBRODT**, ancien président de l'ARAU (Atelier de Recherche et d'Action Urbaines).

Paru en Carte blanche dans le journal Le Soir du vendredi 26 septembre 2008.

Soutien et commentaires : www.arau.org/un_million.php

Brusselaars, sta klaar, om vandaag uw stad en uw gewest te verdedigen!

Brussel, Stad en Gewest, dat is de kern van de zaak bij de staats Hervorming. Al weken-, ja maandenlang zijn er zowel in het Noorden als in het Zuiden van het land krachten aan het werk die zich van dit grondgebied meester willen maken. Een grondgebied dat staat voor een menselijke maar ook voor een economische en politieke realiteit zonder rekening te houden met de positie van de Brusselaars. Speculerend op de passiviteit van een tolerante en open bevolking concluderen bepaalde lieden, dat elke wil tot verzet ontbreekt en ze aarzelen niet om te bevestigen dat Brussel voor het grijpen ligt, wat er ook gebeuren moge.

Ze vergissen zich. En hun openlijk misprijzen voor een miljoen Brusselaars, die zij als marionetten behandelen, is schandelijk en onaanvaardbaar. De bewoners van Brussel, Stad en Gewest, zijn geen tweederangsburgers en dat willen zij duidelijk kenbaar maken.

Brussel, Stad en Gewest, een realiteit waar vrouwen en mannen wonen. Het gaat om een plek met een overvloed aan culturele en taaldiversiteit en beschikkend over democratische instellingen. Brusselaars, wij bestáán. En wij bestaan met een identiteit die verschilt van die van de andere componenten van het land. Brussel bezit en ontwikkelt iets wat ànders is. Het is bij uitstek een stad waar vrijheid kán, waar schuilen kan, een stad met veel startkansen en waar je de sleur kan doorbreken, een stad van emancipatie. Stad van de hoop. Een stad die benijd wordt, waar men nooit veel ophad met afhankelijkheid en dienstbaarheid, een stad waar men evenmin de ziekelijke wens koestert om van de kaart te verdwijnen en het tot stand gebrachte te zien verkwisten. Een stad met een verdraagzame identiteit getuigend van de wens tot samenwerken, die de grondslag vormt voor de gewestelijke instellingen. Wij willen de volgende roeping verdedigen en promoten : een stad te zijn die de ander vrij en waardig onthaalt, een stad die openstaat voor het talent tot afwijzing van in zichzelf gekeerd zijn, een stad die ieder gebrek aan solidariteit verwerpt.

De Instellingen van Stad en Gewest zijn in dit perspectief tot stand gekomen en wij willen die in overleg maar in alle autonomie versterken. Ons bezielt een politiek project. En dat luidt : **een sterke Stad, en een sterk Gewest voor een sterke democratie !**

Dat wij bestaan is een feit, óók institutioneel. Onnodig ons hiervoor te rechtvaardigen. Nadrukkelijk moeten we onze aanwezigheid verkondigen, duidelijk moeten we ons doen gelden, zonder gewestelijk agressief “nationalisme” of “patriottisme”. Wij willen aanwezig zijn, actief op elke plek en in alle kringen waar wij onderwerp van gesprek zijn. Overal waar beslissingen zouden kunnen vallen over onze toekomst, die van de bewoners en die van de instellingen. Wij willen daarin als gelijken participeren, want wij zijn gelijk. Al zijn we een minderheid, we zijn evengoed geroepen tot dezelfde rechten en opgeroepen tot dezelfde verantwoordelijkheden.

Dus : het 4 + 4 of 6 + 6 passen ons niet. 1 + 1 + 1 : die zijn onze cijfers. De dialoog van gemeenschap tot gemeenschap, ook al wordt deze door de politieke partijen ondersteund, riskeert uit te monden in onze teloorgang. De Brusselaars moeten als zodanig aanwezig zijn : als Stad, als Gewest, op dezelfde wijze als de andere Gewesten van het land. Op die manier worden onze waarden, onze onthaalprojecten en ons verlangen naar vrijheid gewaarborgd. En omdat men dan niet aan ons voorbijgaat, garanderen wij in ruil hiervoor onze solidariteit binnen een rechtvaardige Staat. Aan degenen die hopen op onze verdeeldheid en speculeren op ons stilzwijgen, aan degenen die wedden op ons niet-bestaan, degenen die proberen om

ons te devalueren om ons beter kunnen exploiteren en onder voogdij plaatsen, aan hen maken we onomwonden kenbaar: **Wij Brusselaars, we bestaan!**

Laten we ons verzetten omdat we bestaan

Laten we tegenover degenen die willen profiteren, niet van onze zwakheid maar van de rijkdom van ons bestaan getuigen. Laat ons opnieuw de originaliteit van onze stad, onze wellevendheid en goede manieren, alsook onze stadscultuur bevestigen. We moeten onze stedelijkheid manifesteren. Laat ons weigeren om te worden platgewalst vanwege onze openheid en beschikbaarheid. Laten we kalm maar vastberaden de realiteit van ons bestaan plaatsen tegenover hen die de Brusselse werkelijkheid willen ontkennen. Laten we weerstand bieden tegen deze nieuwe Brusselisering waarmee op dit moment de strijd met onze Instellingen wordt aangebonden.

Laat ons met duizenden, vervolgens met tienduizenden en dan met honderdduizend de straat opgaan. En dat moet vlug gebeuren, voordat ons het recht tot spreken wordt ontnomen. **Laat ons een politiek feit creëren waar niemand langs kan zien. Hoe? Door de straat en de politieke ruimte van de staat in te nemen.**

Wij roepen alle Brusselaars op om te getuigen van hun wens te bestaan, van het leven te genieten en de stad in gelijkheid en vrijheid te beleven, juist vanwege die gelijkheid en vrijheid: vrouwen en mannen, jongeren en ouderen, mensen van hier en van elders, werknemers en werkgevers, vakbondsmensen, ambtenaren, rechters en politiemensen, intellectuelen en minder geleerde hoofden, studenten, werkzoekenden, alleenstaanden en families.....

Dat zich hierbij aansluiten alle culturele, sociale, milieu, economische organisaties en verenigingen, die soms al sinds lang bezig zijn om de toekomst van Brussel te bedenken: het ABVV en ACV van Brussel, de BECI (Brussels Entreprises, Commerce and Industry), Inter-Environnement Bruxelles, de Brusselse Raad voor het Leefmilieu, Brussels Kunstenoverleg, le Réseau des Arts à Bruxelles, de initiatiefnemers van de petitie “Nous existons! Wij bestaan! We exist! (Aula Magna, BruXsel forum en Manifesto).

Dat zich hierbij aansluiten alle democratische partijen en de mandatarissen van alle niveaus.

Iedereen moet vandáág - en niet morgen – met één enkele stem en over de scheidslijnen van projecten en persoonlijke ambities heen, want ons doel is de aanwezigheid van het Gewest in de onderhandelingen, proclameren : **wij zijn er, wij bestaan en zullen blijven bestaan.**

Laten we elke eerste zaterdag van de maand als mensen van vlees en bloed bijeenkomen. Te beginnen op 4 oktober 2008 vanaf 11 uur op het Muntplein. En met als simpele boodschap : ons recht om op voet van gelijkheid over onze toekomst te onderhandelen. Onze enige slogan zal zijn : **WIJ ZIJN MET EEN MILJOEN !**

Marc **FRÈRE**, voorzitter ARAU, René **SCHOONBRODT**, oud-voorzitter ARAU (Atelier de Recherche d’Action Urbaines).

Gepubliceerd in een Carte blanche in Le Soir op vrijdag 26 september 2008.

Steun en commentaar: www.arau.org/een_miljoen.php

ACTIONS DE L'ARAU DANS LE DOMAINE INSTITUTIONNEL

L'Atelier de Recherche et d'Action Urbaines (ARAU) pose la question des institutions de la ville-Région de Bruxelles depuis 1973.

Écoles urbaines

1973 : Qui décide de Bruxelles ?

1976 : Bruxelles - une région - une commune - cent Conseils de quartier

1977 : Assemblées de quartier et pouvoirs politiques des habitants

1985 : Sortir Bruxelles de l'impasse, une vraie ville plutôt qu'une fausse région

1995 : Bruxelles : 5 ans de politique régionale

1999 : Un projet de ville pour Bruxelles

2005 : Bruxelles dans la Belgique post-fédérale ?

Midis de l'urbanisme

1985 : Le financement de la ville

1997 – 1998 : L'avenir de Bruxelles

2006 : Fonder l'autonomie de Bruxelles

Conférences

18 mai 1988 : « Accord gouvernemental sur Bruxelles. Analyse et critiques » conférence avec Delpérée et Favresse.

1er juin 1988 : « L'accord de gouvernement sur Bruxelles: état de la question » Conférence avec P. Moureaux et J.L. Dehaene.

13 mars 2001 : Conférence débat sur les accords de la Saint-Polycarpe.

14 février 2008 : Conférence débat sur la note institutionnelle de Guy Verhofstadt.

Études/Publications

R. Schoonbrodt, « Faire de Bruxelles la ville la plus démocratique d'Europe », Étude réalisée dans le cadre des travaux préparatoires à la 36e École urbaine de l'ARAU.

R. Schoonbrodt, *Unifier les Institutions qui gouvernent Bruxelles. Pour que la ville ait tout pouvoir sur elle-même*, ARAU, Bruxelles, 1988, 80 p.

Communiqués de presse

- 19 novembre 1987 : L'ARAU demande: des réformes structurelles pour l'autonomie du financement de Bruxelles.
- 4 décembre 1987 : Qu'ont fait pendant 6 ans les Exécutifs bruxellois pour résoudre les questions posées à l'avenir de Bruxelles ?
- 20 avril 1988 : Infrastructures: pas de demi-pouvoir aux Bruxellois.
- 18 mai 1988 : « Accord gouvernemental sur Bruxelles. Analyse et critiques » conférence avec Delpérée et Favresse.
- 1er juin 1988 : « L'accord de gouvernement sur Bruxelles: état de la question » Conférence avec P. Moureaux et J.L. Dehaene.
- 20 octobre 1988 : Mémoire sur la loi spéciale de régionalisation: six amendements au projet de loi spéciale relative aux Institutions bruxelloises.
- 16 octobre 1991 : De « comte de Flandre » à « duc de Brabant »: Martens à Bruxelles.
- 9 juin 1993 : Après la Saint-Michel, Wallons et Flamands plus égaux que les Bruxellois?
- 30 mai 1995 : Mémoire de l'ARAU au gouvernement régional Bruxellois.
- 03 octobre 2000 : Élections communales en Région bruxelloise. Des structures féodales qui nuisent à la démocratie.
- 13 mars 2001 : Conférence débat sur les accords de la Saint-Polycarpe.
- 17 mai 2001 : Des conseils d'immigrés dans la Région bruxelloise : non. Des conseils de quartiers associant tous les habitants : oui.
- 26 juin 2001 : Neutraliser le faux débat sur la circulation dans le bois de la Cambre : l'ARAU propose la régionalisation des communes.
- 14 septembre 2001 : Lettre ouverte aux 9 intellectuels européens invités à la table ronde Brussels Capital of Europe.
- 11 octobre 2001 : Bruxelles : une mise sous tutelle larvée !
- 01 juin 2004 : Mémoire aux élus de la Région de Bruxelles-Capitale.
- 14 juillet 2005 : Pascal Smet ouvre le débat contre l'immobilisme régional.
- 29 septembre 2005 : La Communauté française lorgne sur la Région de Bruxelles : pas de parrain(s) communautaire(s) pour Bruxelles !
- 15 mars 2006 : Appel à la solidarité des fonctionnaires et agents de l'Union européenne.
- 20 juin 2007 : Le statut de Bruxelles, ville-Région, est non négociable - Mémoire de l'ARAU pour le statut de Bruxelles.